

# Défense et résistance [fin]

Autor(en): **Faesi, Hugues**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **93 (1948)**

Heft 10

PDF erstellt am: **10.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-342393>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

---

Pour la Suisse :  
1 an fr. 12.— ; 6 mois fr. 7.—  
3 mois fr. 4.—

ABONNEMENT

Pour l'Etranger :  
1 an fr. 15.— ; 6 mois fr. 9.—  
3 mois fr. 5.—

Prix du numéro : fr. 1.50.

---

RÉDACTION : Colonel-brigadier Roger Masson.

ADMINISTRATION : Av. de la Gare 33, Lausanne. Tél. 3 36 33. Chèq. post. II. 5209

---

ANNONCES : Société de l'Annuaire Vaudois S. A., Rue de la Tour 8, Lausanne

---

## Défense et résistance

(Fin.)

---

La défense nationale, dans son sens habituel, est dépassée par les exigences et les données de la guerre totale. Il faut lui substituer la notion plus étendue et plus complète de la résistance nationale. Elle est la défense qui dure, elle interviendrait partout là où un ennemi éventuel aurait réussi à occuper une partie du territoire (ou une partie des consciences !). Dans le pire des cas, c'est-à-dire dans l'éventualité d'une occupation du pays tout entier, elle prolonge l'œuvre de la défense nationale, une fois l'armée disparue. Cette résistance nationale permet à un petit pays de préparer la reconquête de son indépendance. Cette résistance totale comporte des risques personnels très grands, elle exige à la fois une discipline très stricte et, dans son organisation, le secret absolu. S'il est dangereux d'esquisser les contours de sa structure qui doit rester soustraite à la discussion publique, du moins convient-il de discuter ouvertement de son principe. Car le sens exact

de cette résistance nationale doit être aussi clair pour chacun que la notion de la défense nationale admise jusque-là.

Tel était l'essentiel d'un premier article que nous avons consacré au thème de la défense et de la résistance<sup>1</sup>.

Le but de ce second article est de préciser certains points, afin de préparer le terrain pour une éventuelle discussion plus générale, et de prévenir, si possible, certains malentendus qui pourraient se glisser dans l'esprit du lecteur non prévenu.

\* \* \*

L'idée que l'on ose songer délibérément plus loin qu'une défense simplement militaire et que l'on envisage froidement un état de fait postérieur à la fin des combats d'une armée, fera crier quelques-uns au défaitisme. A tort, d'ailleurs. Car bien que nous croyions dépassée l'actuelle notion de la défense nationale, il est entendu que l'armée reste aussi à l'avenir l'instrument puissant et irremplaçable de notre effort de défense militaire, à condition toutefois de consentir aux améliorations de l'armement, de l'équipement et surtout de l'instruction au combat que commandent les progrès faits dans les pays belligérants.

Ceci admis, est-il donc si faux de croire qu'en cas d'attaque, par exemple, de la Suisse, la disproportion des moyens de l'agresseur et des nôtres serait flagrante ? Est-il donc vraiment sacrilège d'admettre qu'un moment viendra, où les colonnes du groupe assaillant auront réussi à pénétrer chez nous, et à occuper certaines parties du pays ? Est-il vraiment saugrenu de songer maintenant déjà quelle pourrait être l'attitude de ceux qui tomberaient sous ce « contrôle ennemi » avec tout ce qu'il comporte d'arbitraire ? Est-il interdit d'émettre l'hypothèse qu'un groupe de puissances qui voudraient en finir avec la résistance militaire de la Suisse, pourraient nous

<sup>1</sup> Voir *Revue militaire suisse*, n° 8, août 1948.

écraser par la supériorité matérielle et mécanique de leurs armées motorisées et aériennes, après un laps de temps plus ou moins long, et après une défense des plus acharnées, réussir à réduire nos différents « hérissons » et même le réduit ? Sans parler des essais de capitulation à la suite de pressions économiques et autres...

Nous regarderions une reddition de notre armée comme un désastre, certes. Mais il est permis de penser que la disparition de nos forces armées constituerait peut-être la fin d'une phase essentielle de la lutte, mais non pas de la résistance en soi qui devrait continuer, sur tous les plans. Perdre la force vive que représente son armée et que rien ne peut remplacer en tant qu'instrument de combat militaire, serait certes un coup extrêmement dur pour un petit peuple. Cependant, cette perte serait encore moindre que celle de l'indépendance nationale et des libertés individuelles.

L'Armée n'a jamais été, chez nous, un but en soi. Elle est un bon instrument et un excellent moyen — pas davantage. Elle englobe, il est vrai, les meilleures forces et, dans les soldats de l'armée de campagne, elle constitue une partie essentielle de l'avenir de notre pays. Raison de plus d'opposer à ces certitudes les données inexorables de la guerre totale, et de nous organiser en conséquence. Notre armée se battrait certainement bien, mais on est obligé de compter toujours avec les pires éventualités, lorsqu'on discute des problèmes de la guerre, afin de chercher à parer au pire, dans la mesure des moyens. La guerre moderne est totale, ne l'oublions jamais. Elle mobilise chez l'agresseur et chez le défenseur, les forces totales de la communauté nationale. Le civil se trouve incorporé dans la défense au même point sinon plus que le soldat. Le point de vue économique a autant d'importance que l'aspect purement militaire. Et que dire de la lutte idéologique — la pire de toutes ! — qui opère non plus géographiquement comme des divisions blindées ou des bombes atomiques, mais *moralement* et *verticalement*, à travers la structure spirituelle d'un peuple ?

Un pays qui accepterait sa défaite militaire comme un malheur définitif et irréparable qui doit engendrer automatiquement l'acceptation du joug étranger, est véritablement vaincu. Il sera soumis à un régime d'occupation et de police qui n'est pas autre chose qu'une forme perfectionnée de l'esclavage. En le disant, nous pensons avant tout à l'hypothèse d'une occupation de la Suisse par un groupe de puissances étrangères. Il s'agirait là d'une victoire d'un Etat (ou d'un groupe d'Etats) agresseur contre un petit pays neutre, c'est-à-dire décidé à se battre seulement en cas d'attaque. Un tel cas serait donc totalement différent de celui de l'Allemagne, par exemple, pays agresseur, terrassé par ceux-là même qu'elle avait défiés.

L'histoire contemporaine nous fournit assez d'exemples saisissants qui nous montrent que la victoire d'une armée assaillante contre un petit pays qui défend son intégrité, signifie ni plus ni moins qu'un régime de violence pour la population. Les exemples de la Hollande, du Luxembourg, de la Belgique, du Danemark, de la Norvège, de la Finlande, sont à ce sujet tristement éloquents. Quel que soit le comportement de la population du pays vaincu, et son degré de docilité, l'ennemi sera toujours amené à abuser de sa force, à opprimer, à régner par l'arbitraire et par la tyrannie.

C'est là ce qu'il convient de comprendre en premier lieu, si l'on veut saisir le sens exact de la résistance nationale : courber la tête devant les vainqueurs ne sert à rien. Leur comportement ne sera pas moins impitoyable, et leur arme essentielle sera toujours la *violence*. Ce sont des conditions de vie qu'un peuple comme le nôtre ne pourrait jamais accepter — la pression de l'occupant appelle la contre-pression, la tyrannie appelle la résistance.

Or, il vaut mieux entreprendre cette résistance dans les meilleures conditions possibles. Ou mieux encore : en toute connaissance de cause. Encore une fois : notre Armée se battrait bien — personne n'en doute. Nous voulons même espérer qu'avec ses moyens toujours inférieurs à un agresseur du

type « grande-puissance » (et qui d'autre pourrait être amené à nous attaquer ?), elle réussirait à résister dans une partie du territoire. Mais *si* le pire devait arriver, si elle était débordée et définitivement mise hors de combat par un ennemi beaucoup plus puissant qu'elle, il faudrait alors que la lutte continuât sur tous les autres plans, avec des moyens différents, avec toujours le même but : reconquérir l'indépendance nationale, les libertés individuelles, en dépit des règles nouvelles de la guerre totale.

Cette attitude est, croyons-nous, tout le contraire du défaitisme.

\* \* \*

Les « règles nouvelles » ? La dernière guerre nous a donné quelques aperçus saisissants de ce qu'une puissance belligérante peut entendre par là. L'absence de scrupules dans le choix des moyens est totale : d'un côté on a assisté à l'hallucinante réédition de la barbarie originelle : camps de concentration, chambres à gaz, destruction systématique de millions d'êtres humains. De l'autre côté, le spectacle non moins hallucinant de l'anéantissement systématique de villes entières, et l'on nous promet mieux encore : la mise à mort de régions entières par le moyen de l'arme atomique. Quant à la répression des velléités d'insurrection des civils, on sait assez avec quelle férocité les différentes polices secrètes des dictatures totalitaires ont sévi, dans tous les pays occupés.

Il y a les conventions humanitaires, dira-t-on. Personne ne cherche à en nier la valeur, et on veut rendre hommage aux efforts inlassables et aux résultats encourageants obtenus par des institutions telles que la Croix-Rouge ou les Puissances Protectrices sur le terrain international. Mais il ne faut pas non plus se payer de mots : Des signatures importantes manquent au bas des Conventions de Genève — ni la Russie, ni le Japon n'ont paraphé le pacte pour la protection des prisonniers de guerre, par exemple. Résultat : des millions d'Alle-

mands en mains russes, des millions de Russes en mains allemandes et des dizaines de milliers d'Alliés en mains nipponnes sont restés sans protection efficace. On ne connaîtra sans doute jamais combien de prisonniers de guerre sont morts dans les camps, pas davantage qu'on ne saura le nombre exact des déportés civils qui ont succombé. Ce n'est pas la faute de la Croix-Rouge qu'il en ait été ainsi ; au contraire, le Comité international, avec l'aide des Croix-Rouges nationales, a tout fait pour atténuer ces souffrances. Quelques beaux résultats ont été obtenus. Mais tant que les grandes puissances n'auront pas consenti à appliquer les nouvelles conventions signées à Stockholm, qui ont pour but d'atténuer le caractère de profonde inhumanité, les conventions humanitaires resteront lettre morte dans un conflit entre grandes puissances. Prisonniers de guerre, travailleurs forcés et déportés civils resteront sans protection contre l'arbitraire de la puissance détentrice. Mais il faudra revenir sur ce sujet et le creuser à une autre occasion.

Quelques noms, qui resteront tristement célèbres, jalonnent la route de la violence que tracent les « règles nouvelles » de la guerre totale : Oradour, Coventry, Dresde, Vercors, Katyn, pour n'en citer que quelques-uns. L'après-guerre a peut-être atténué quelque peu les souffrances des victimes. Cependant, si nous songeons aux déportations massives de populations civiles dans les pays vaincus ; si nous nous remémorons que les sinistres camps de concentration existent aujourd'hui encore ; si nous songeons au sort misérable des « personnes déplacées » et des réfugiés de l'est en Allemagne ; si nous nous rappelons enfin que trois ans après la fin de la guerre, des centaines de milliers de prisonniers de guerre ne sont pas encore rentrés dans leur pays — alors, mais seulement alors, nous réaliserons mieux toute la signification des règles nouvelles qui s'appliquent sans pitié au pays vaincu ; s'il a cessé de résister et s'il tombe sous la patte d'un occupant, la docilité plus ou moins apparente de la population ne pèsera pas lourd



quand il s'agira, pour le vainqueur, d'atteindre ses buts de guerre par n'importe quelle méthode.

Dans l'éventualité où nous serions entraînés dans un conflit (que l'on veut croire encore problématique), pourrions-nous éviter ces horreurs sur notre petit plan suisse ? Il serait insensé de le croire. Nous ne pourrions pas davantage changer le cours de la guerre. Mais ce que nous pouvons essayer de faire, c'est de faire participer le plus grand nombre possible de Suisses à une résistance nationale qui irait bien au delà d'une défaite militaire et qui, par une solution suisse, donnerait un sens précis à la continuation d'une lutte sans merci.

\* \* \*

Mais là encore, précisons. Le terme même de la « Résistance » a malheureusement acquis une réputation ternie par les aspects politiques et les suites décevantes qu'elle a eus chez certains de nos voisins. Nous ne songeons pas, en parlant de résistance nationale, à un « maquis » où les préoccupations idéologiques et politiques auraient le pas sur la lutte contre un occupant éventuel. Il est hautement regrettable que les notions de résistance et d'armée secrète aient été dévalorisées, dévaluées par la faute des politiciens. La résistance nationale qui nous semblerait le mieux se rapprocher de notre idéal suisse et de nos idées helvétiques, serait celle d'une armée invisible qui continuerait la lutte, avec des moyens très différents partout où le joug de l'occupant deviendrait insupportable.

Non pas une armée de maquisards, ni d'attaques contre l'occupant avec des moyens de gangsters — mais l'action concertée et intelligente de tout un peuple décidé à ne pas accepter sa déchéance, et qui mènerait sa guerre de libération avec des armes invisibles, des combattants invisibles, et des moyens peut-être moins dévastateurs que des bombes, mais plus sûrs quant à leur effet à longue échéance. Pour désorganiser un ennemi, il ne faut pas rien que de la cheddite, et le sabotage sur tous les plans demande moins des pistolets-mitrailleurs



que des cerveaux intelligents, moins des soldats que des civils décidés à tout...

Certainement, la résistance nationale ne remplacerait jamais entièrement l'action militaire de l'armée, et ses tâches seraient forcément très différentes. Un très lourd handicap pèserait toujours sur une telle résistance : le manque d'armes. Il resterait bien entendu les soldats, sous-officiers et officiers qui se seraient soustraits à la capture ; il resterait aussi les armes récupérées et les dépôts cachés, le butin de coups de main heureux, etc. Mais cela ne permettrait jamais d'entreprendre de grandes opérations militaires dignes de ce nom. En revanche, la résistance militaire jouerait le premier rôle chaque fois qu'il s'agirait d'actions violentes, commandos, coups de mains, etc. Le plan général de la résistance nationale devrait porter une très forte empreinte militaire. Un ordre hiérarchique assez semblable peut être calqué sur notre système de milices, bien que la résistance active travaille avec des effectifs différents, et devrait être organisé en tout petits groupes, et non pas en unités et en corps de troupes.

Mais il n'y a pas que la résistance armée qui serait à notre portée. Celle-ci ne serait qu'une des expressions (peut-être la plus visible et la plus risquée) du combat contre l'occupant. Sur bien d'autres plans, la résistance pourrait se manifester puissamment. Avec l'aide active et passive de toute la population, elle prendrait peu à peu l'image d'une conspiration gigantesque contre l'organisation et les entreprises, la vie, la sécurité, l'existence quotidienne de l'occupant. Un service de renseignements et de surveillance incessant se plaquerait, telle un réseau invisible, sur les troupes et le régime d'occupation, et aussi sur les traîtres qui auraient décidé de se mettre au service de l'ennemi. Grâce à ce réseau très dense, les mesures seraient connues d'avance et les contre-mesures prises à temps, l'exécution des plans de l'ennemi ralentie, sabotée et parfois rendue impossible. L'occupant ayant besoin toujours et partout de l'administration nationale, régionale et locale en tant

qu'agent d'exécution de ses ordres, les hommes de la résistance y seraient en place aux leviers de commande, si possible et pour déclencher les actions nécessaires. Le terme d'armée invisible correspondrait assez bien à l'image d'une telle résistance, avec des soldats individuels et sans uniformes, également invisibles, et des cadres secrets à tous les échelons.

Une tâche très importante serait confiée au service social clandestin, indispensable pour soutenir les familles des membres de la résistance dans le besoin — tâche énorme et complexe, mais magnifique, où les femmes suisses excelleraient. Mais là, comme dans l'organisation militaire, comme dans les réseaux de renseignements, dans la résistance administrative, tout doit être organisé d'une manière insaisissable, tangible dans ses effets et précise dans ses actions.

A côté de cette résistance active dans les domaines militaires, administratifs, sociaux et autres, il faut songer aussi à la résistance *idéologique et politique*. L'ennemi pouvant disposer d'une cinquième colonne et de collaborations agissantes dans le pays, une des premières tâches de l'armée invisible serait de neutraliser par tous les moyens les gens à la solde de l'ennemi. Elle devra aussi mener une lutte active contre les visées idéologiques et politiques de l'agresseur. Presse, radio, affiches, prospectus — tous les moyens seraient à la portée d'une résistance véritablement nationale et clandestine. Les exemples de la dernière guerre sont là pour prouver l'influence positive, voire déterminante, d'une action permanente sur le moral de la population, et les effets démoralisants sur l'ennemi.

\* \* \*

Certes, cette armée invisible se heurterait à de très grosses difficultés parce que l'occupant dispose d'armes et de moyens de répression très efficaces. Et la lutte contre notre résistance sourde et incessante serait impitoyable, il faut le souligner. Mais c'est une des caractéristiques de la guerre totale de mettre en jeu des forces encore mal connues, et qui pensent avoir une

influence déterminante sur le cours des événements dans un pays, si petit soit-il. On a vu au cours des hostilités menées par les occupants totalitaires contre de petites communautés nationales à forte cohésion, que les forces occupantes sont fatalement amenés à abuser de leur supériorité matérielle et à user de moyens de pression, de coercition et, pour finir, de violence et de terreur pour imposer leur volonté. D'où, de la part des peuples opprimés une contre-pression, une résistance d'abord passive puis active de plus en plus caractérisée. Ce processus est fatal — il procède de la mise en jeu de facteurs psychologiques et moraux que nous n'avons pas le loisir d'examiner ici. A côté de la guerre des armées, il y a celle, plus mal connue, des esprits, où l'agresseur éventuel n'a que peu de chances de s'imposer lorsqu'il s'attaque à une communauté nationale unie, disciplinée et inspirée par un idéal de farouche indépendance. Il faudra revenir sur cet aspect essentiel et primordial de la guerre des esprits

On peut prévoir en cas d'une agression contre la Suisse que, par suite de la poigne très dure de l'assaillant, il y aurait immédiatement des indociles, des résistants déterminés à ne pas se soumettre. La lutte impitoyable contre ces éléments forts gênants pour une troupe d'occupation aurait pour effet d'amener un nombre croissant de Suisses, hommes et femmes, à « plonger » dans la clandestinité pour tenter d'échapper aux arrestations et aux violences de la puissance occupante. Il se formerait très rapidement, à l'ombre du peuple opprimé, une sorte d'*élite*, dont les rangs grandiraient, et qui mènerait la lutte, soutenue par la résistance passive du reste de la population raidie dans une attitude de non-collaboration avec l'ennemi. Cette élite serait fortement éprouvée et durement secouée par la répression sanglante qui la menace d'emblée. Mais les méthodes de terreur de l'ennemi jetteraient des familles de plus en plus nombreuses dans une farouche résistance contre l'opresseur, obligé de mettre en action des moyens de plus en plus coûteux et de moins en moins efficaces dans cette guerre invisible contre le moral de tout un peuple.

Cette guerre-là peut durer des années. Elle dépend de beaucoup de facteurs, et en premier lieu du cours des opérations sur le théâtre principal, qui ne sera sans doute pas la Suisse. Au cours de la dernière guerre, les organisations de la résistance (elles étaient plusieurs, chez nos voisins, et c'est une faute terrible à ne pas commettre !) étaient décimées à intervalles variables par les dénonciations et aussi par des résistants qui ont cédé devant les tortures physiques et morales. La rivalité des différents réseaux a fait le reste pour désorganiser ces « résistances » éparses. Une résistance nationale, une seule et bien organisée, voilà ce qu'il faut.

\* \* \*

La résistance nationale ne peut espérer durer que si elle peut s'appuyer sur la volonté unanime du reste de la population. Quant à l'occupant, il devra mettre toujours davantage de moyens en œuvre contre ce petit peuple rebelle, et ces moyens lui manqueraient ailleurs. Chaque action de la résistance, sur n'importe quel plan, affaiblira l'ennemi et renforcera d'autant l'action des alliés de la Suisse — car, bien entendu en cas d'agression, nous ne serions fort probablement pas longtemps seuls, mais nous chercherions les appuis militaires là où nous saurions les trouver.

Une telle résistance nationale farouche, organisée d'avance, bien coordonnée, bien ancrée dans un peuple décidé à reconquérir sa liberté, coûterait certainement cher, en vies humaines et en sacrifices personnels surtout, tant il est vrai que les pertes matérielles comptent peu à ce moment là. Mais elle coûterait encore beaucoup plus cher à l'agresseur qui aurait commis l'imprudence de nous attaquer, et qui se verrait aux prises avec les pires difficultés, même s'il arrivait par surprise et par la mise en action de moyens matériels écrasants, à nous dominer militairement. Ce ne serait pas seulement une guerre de partisans et une guérilla, romantique à souhait, tel que le préconisent certains idéologistes impénitents, mais beaucoup

plus : une conspiration permanente, sur tous les plans, et par tous les moyens. Si un ennemi sait qu'il se heurtera à ces perspectives-là, peut-être bien qu'il réfléchira encore, avant de donner ses ordres en vue de l'heure H.

Or, la Suisse est déterminée à rester en dehors d'un conflit, si elle n'est pas attaquée. Mais au cas où un agresseur éventuel songerait à passer chez nous, il faut alors qu'il sache qu'aucun moyen n'est interdit à un petit peuple victime d'une attaque non provoquée, pour reconquérir sa liberté et son indépendance.

A la base de tout cet édifice de la résistance nationale, il y a ce même engagement personnel, mais amplifié formidablement, que nous trouvons dans la volonté de défense qui anime tous les bons Suisses. Et cet engagement personnel ne saurait finir avec la fin d'hostilités éventuelles et la reddition des derniers restes d'une armée ; le serment de fidélité au pays doit continuer sur le plan individuel. La volonté de chaque Suisse de servir dans la résistance nationale permettrait à notre petit pays, si le pire devait arriver, et si nous devions succomber sous le nombre et sous la supériorité matérielle et technique des ennemis, de reconstituer dans l'ombre une armée composée non plus de compagnies, de bataillons et de régiments, mais de quatre millions d'unités individuelles pour qui chaque solution sera préférable à celle qui impliquerait l'acceptation de l'esclavage.

Mais une telle résistance ne s'improvise pas. Il faut l'organiser à l'avance, tout au moins dans ses cadres. Cette organisation doit rester strictement secrète, nous l'avons déjà dit et répété. Mais il faut aussi que chacun de nous, à sa place, réfléchisse à la signification nouvelle et plus haute d'une résistance qui va bien au delà de la simple défense. Se défendre contre une attaque, et par tous les moyens, telle est certes notre devoir. Mais il nous faut aussi apprendre à prolonger cette défense, et à durer.

Cap. HUGUES FAESI.

---